



**ALPES-DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°04-2023-072

PUBLIÉ LE 6 AVRIL 2023

Sommaire

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Agence Régionale de la Santé

04-2023-04-05-00004 - Décision du 05 avril 2023 portant modification de l'agrément n°32-04 de la société de transports sanitaires terrestres "SARL AMBULANCES VACCAREZZA - 04170 SAINT ANDRE LES ALPES" Mise en service d'un VSL (3 pages)

Page 3

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Direction Départementale des Territoires

04-2023-04-06-00001 - AP N°2023-096-005 du 06 avril 2023 portant prorogation du délai d'instruction d'autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement concernant le projet photovoltaïque, STEP et poste source sur les communes de Puimichel, les Mées et Malijai (2 pages)

Page 7

04-2023-04-06-00002 - AP N°2023-096-008 du 06 avril 2023 portant prescriptions complémentaires relatives aux travaux de confortement du pont sur le cours d'eau du Mardaric au lieu-dit du Bourg Commune de Digne-les-Bains (8 pages)

Page 10

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-04-05-00004

Décision du 05 avril 2023 portant modification
de l'agrément n°32-04 de la société de
transports sanitaires terrestres "SARL
AMBULANCES VACCAREZZA - 04170 SAINT
ANDRE LES ALPES" Mise en service d'un VSL



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Délégation départementale des Alpes de Haute-Provence
Pôle animation des politiques territoriales
Service réglementation



Décision du 5 avril 2023
Portant modification de l'agrément n° 32-04 de la société de transports sanitaires terrestres
« SARL AMBULANCES VACCAREZZA – 04170 SAINT ANDRE LES ALPES »
Mise en service d'un VSL

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé
Provence-Alpes-Côte-d'Azur

- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.6312-1 à L.6313-1 et R.6312-1 à R.6314-26 ;
- VU** l'ordonnance 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire de l'intervention de la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret du Président de la République en date du 14 septembre 2022, portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur, à compter du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service des véhicules et des installations matérielles affectés aux transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU** l'arrêté du 4 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand BIJU-DUVAL, en qualité de directeur de la délégation départementale des Alpes-de-Haute-Provence de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;
- VU** la décision du 8 mars 2023 portant modification de l'agrément n°32-04 de la société de transports sanitaires « SARL AMBULANCES VACCAREZZA – 04170 SAINT ANDRE LES ALPES » ;
- CONSIDERANT** la transmission des pièces en date du 3 avril 2023 pour une mise en circulation à compter du 3 avril 2023, ainsi que du contrôle du VSL immatriculé GA 895 AJ en remplacement du VSL immatriculé EC 685 MZ en date du 5 avril 2023 ;
- SUR** proposition du directeur départemental de la délégation des Alpes-de-haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

DECIDE

Article 1 : La décision du 8 mars 2023 portant modification de l'agrément n°32-04 de la société de transports sanitaires « SARL AMBULANCES VACCAREZZA – 04170 SAINT ANDRE LES ALPES » est modifiée ainsi qu'il suit :

Dénomination : SARL AMBULANCES VACCAREZZA
N° d'agrément : 32-04
Gérants : Messieurs Alex et Patrick VACCAREZZA
Siège social : Rue Grande – 04170 SAINT ANDRE LES ALPES
Garage : Rue de la Sapinière – 04170 SAINT ANDRE LES ALPES
Etablissement secondaire : Haut du village – 04260 ALLOS
Téléphone : 04.92.89.03.28

Véhicules autorisés sur SAINT ANDRE LES ALPES :

Date	Catégorie / Type	Marque	Immatriculation	1 ^{ère} immatriculation	N° de série
10/05/2019	Ambulance A type B	PEUGEOT	FE 254 SH	20/03/2019	VF3YCMFB12J92686
07/06/2021	Ambulance C type A/B	PEUGEOT	DN 990 EY	13/01/2015	VF3XURHHSEZ049577
26/07/2021	VSL	PEUGEOT	GA 036 AK	16/06/2021	VF3MCYHZMMS153069
03/04/2023	VSL	PEUGEOT	GA 852 AJ	16/06/2021	VF3MCYHZMMS153073

Véhicules autorisés sur ALLOS :

Date	Catégorie / Type	Marque	Immatriculation	1 ^{ère} immatriculation	N° de série
22/08/2022	Ambulance C type A/B	PEUGEOT	FK 993 YQ	18/10/2019	VF3VFAHXXKKZ057239
25/07/2014	Ambulance A type B	PEUGEOT	DH 635 EY	30/06/2014	VF3YCPMFB12612301
26/07/2021	VSL	PEUGEOT	GA 987 AJ	26/06/2021	VF3MCYHZMMS151607
30/01/2023	VSL	PEUGEOT	GA 895 AJ	16/06/2021	VF3MCYHZMMS153068

Autorisation spéciale en période hivernale à compter du 14 décembre 2022 au 30 avril 2023 :

Date	Catégorie / Type	Marque	Immatriculation	1 ^{ère} immatriculation	N° de série
14/12/2022	Ambulance C type A/B	PEUGEOT	EB 996 NH	21/04/2016	VF3XURHH8GZ010327

Véhicule radié de l'année en cours :

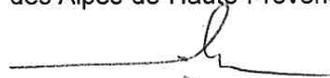
Date	Catégorie / Type	Marque	Immatriculation	1 ^{ère} immatriculation	N° de série
03/04/2023	VSL	PEUGEOT	EC 685 MZ	27/05/2016	VF38BHZMGL021983
27/02/2023	VSL	PEUGEOT	GA 852 AJ	16/06/2021	VF3MCYHZMMS153073
30/01/2023	VSL	PEUGEOT	EP 975 HT	20/07/2017	VF38EBHZMHL038269

Article 2 : La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et / ou de recours contentieux devant la juridiction administrative territoriale compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa publication pour les tiers et de sa notification pour les intéressés.

Article 3 : Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le directeur départemental des Alpes-de-Haute-provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-de-haute-Provence.

Digne-les-Bains, le 5 avril 2023

Pour le directeur général et par délégation,
Le directeur départemental de la délégation
des Alpes-de-Haute-Provence,



Bertrand BIJU-DUVAL

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-04-06-00001

AP N°2023-096-005 du 06 avril 2023 portant
prorogation du délai d'instruction d'autorisation
environnementale au titre des articles L.181-1 et
suivants du code de l'environnement concernant
le projet photovoltaïque, STEP et poste source
sur les communes de Puimichel, les Mées et
Malijai



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE ENVIRONNEMENT RISQUES
Pôle Eau**

Digne-les-Bains, le **- 6 AVR. 2023**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023- 096_005

Portant prorogation du délai d'instruction d'autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement concernant **le projet photovoltaïque, STEP et poste source sur les communes de Puimichel, les Mées et Malijai**

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-059-004 du 1er mars 2023 donnant délégation de signature à Madame Catherine GAILDRAUD, Directrice Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-206-009 du 24 août 2022 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU le dossier d'autorisation environnementale complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, déclaré complet le 26 décembre 2023, présenté par ECO DELTA sous le n° AIOT 0100011506 et relatif au :

projet photovoltaïque, STEP et poste source sur les communes de Puimichel, les Mées et Malijai ;

CONSIDERANT que la consultation des services doit se prolonger afin de recueillir l'ensemble des avis des services experts ;

CONSIDERANT qu'en cas de demande de compléments au pétitionnaire, ces derniers devront faire l'objet d'une analyse du service instructeur dans le cadre de la phase d'examen ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale des Territoires,

ARRETE :

Article 1 : Prorogation du délai d'examen

Conformément à l'article R. 181-17 du code de l'environnement, le délai d'examen de la demande d'autorisation environnementale déposée par le Conseil Départemental des Alpes-de-Haute-Provence concernant :

le projet photovoltaïque, STEP et poste source sur les communes de Puimichel, les Mées et Malijai

est portée de 4 à 8 mois.

Ce délai est compté à partir de la date d'accusé de réception du dossier complet (soit le 26 décembre 2023) jusqu'à la fin de la phase d'examen correspondant à la date de saisie du Préfet pour la mise à l'enquête publique en intégrant les éventuelles suspensions de délais intermédiaires.

Article 2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la directrice départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Cheffe de Service
Environnement et Risques
Le Chef du Service Adjoint

Vincent MAYEN



Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-04-06-00002

AP N°2023-096-008 du 06 avril 2023 portant
prescriptions complémentaires relatives aux
travaux de confortement du pont sur le cours
d'eau du Mardaric au lieu-dit du Bourg Commune
de Digne-les-Bains



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
Service environnement Risques
Pôle Eau**

Digne-les-Bains, le - 6 AVR. 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023- 096-008

Portant prescriptions complémentaires relatives aux travaux de confortement du pont sur le cours d'eau du Mardaric au lieu-dit du Bourg
Commune de DIGNE-LES-BAINS

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-1, L.214-3, R. 181-13 et suivants, R.181-45, R.181-46, R. 214-1 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE) 2022-2027 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-235-010 du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Madame Catherine GAILDRAUD, directrice départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-059-004 du 1^{er} mars 2023 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU le dossier de demande de reconnaissance d'antériorité du pont sur le Mardaric au lieu-dit du Bourg sur la commune de DIGNE-LES-BAINS au titre de la loi sur l'eau, enregistré sous le numéro 04-2022-00097, et de demande de travaux de confortement, enregistré sous le numéro 04-2022-00099, déposé au guichet unique de l'eau en date du 15 juin 2022, complété les 29 juillet 2022 et 9 février 2023 par l'agence départementale des Alpes-de-Haute-Provence de l'Office National des Forêts ;

VU le courrier de Madame la Préfète du 16 août 2022 reconnaissant l'antériorité du pont sur le Mardaric au lieu-dit du Bourg sur la commune de DIGNE-LES-BAINS, sous le régime de l'autorisation environnementale, sous le numéro 04-2022-00097 ;

VU la consultation du 17 août 2022 du service des Alpes-de-Haute-Provence de l'Office français de la biodiversité ;

VU la consultation du 17 août 2022 du syndicat mixte Asse Bléone ;

VU la demande d'avis adressée le 7 mars 2023 à l'agence départementale des Alpes-de-Haute-Provence de l'Office National des Forêts sur le projet d'arrêté préfectoral ;

VU l'absence de réponse de l'agence départementale des Alpes-de-Haute-Provence de l'Office National des Forêts dans le délai imparti ;

1/7

CONSIDÉRANT QUE :

- les travaux projetés respectent les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;
- les travaux sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

SUR PROPOSITION de Madame la Directrice Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE L'ARRÊTÉ

Article 1 : Autorisation des travaux

L'agence départementale des Alpes-de-Haute-Provence de l'Office National des Forêts est autorisée à entreprendre les travaux de renforcement du pont sur le Mardaric au lieu-dit du Bourg sur la commune de DIGNE-LES-BAINS, conformément au dossier de demande sus-visé et sous réserve du respect des prescriptions indiquées aux articles suivants.

Article 2 : Localisation du pont

Le pont est implanté sur les parcelles référencées ci-dessous :

Section	Commune	Numéro	Propriétaire
A	DIGNE-LES-BAINS	0110	Michelle GARCIN
A	DIGNE-LES-BAINS	0329	Franz DISSET
B	DIGNE-LES-BAINS	0288	Michelle GARCIN

Article 3 : Nomenclature

Rubriques	Intitulé	Volume et consistance	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).	Si besoin dérivation des écoulements en phase chantier : Environ 10 m	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007 NOR : DEVO0770062A

3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	4 m ²	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014 NOR : DEVL1404546A
---------	--	------------------	-------------	---

Article 4 : Durée de l'autorisation

Les travaux de renforcement doivent être réalisés avant le 31 octobre 2026.

L'ouvrage de franchissement est autorisé sans limitation de délai.

Titre II : CARACTÉRISTIQUES DES TRAVAUX

Article 5 : Travaux projetés

Renforcement des fondations de la pile du pont située en rive gauche :

- Réalisation d'une fouille au pied de la pile située en rive gauche ;
- Confortement béton au pied de la pile située en rive gauche, sur une profondeur de 1 mètre par rapport au fond de lit, et strictement sous la pile sans surépaisseur dans le lit mineur.

Enrochement bétonné sur la berge située en amont du pont en rive gauche :

- Hauteur : 3,5 m ;
- Longueur : 2 m ;
- Fruit : 20 %;
- Ancrage sous le fond de lit : 1 m ;
- Blocs utilisés de 1 m³.

Les matériaux du lit mineur extraits, d'un volume estimé de 8 m³, font l'objet d'une réinjection sédimentaire dans le lit mineur des cours d'eau.

L'accès au chantier est réalisé par la rive droite à l'aval du pont. Pour la création des enrochements à l'amont du pont en rive gauche, l'accès est réalisé par la rive gauche.

Article 6 : Calendrier prévisionnel des travaux

La durée totale des travaux est évaluée à 3 à 5 jours.

Les travaux sont prévus à l'automne.

Titre III : MESURES DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Article 7 : Mesures de réduction en phase chantier

- Les travaux sont réalisés en période d'assec ou d'étiage du cours d'eau ;
- Une dérivation des eaux est réalisée ;
- Les traversées du lit vif sont limitées au strict nécessaire ;
- Les travaux sur la végétation sont limités au strict nécessaire, et en dehors de la période du 15 mars au 1^{er} août ;
- Les engins de chantier sont stationnés en dehors du cours d'eau tous les soirs ;
- Une aire étanche d'installation de chantier est créée en dehors du cours d'eau, permettant de ne pas polluer le cours d'eau lors de la préparation du béton et lors de l'approvisionnement et du stockage des engins ;
- Des consignes de préservation de l'eau et des milieux aquatiques sont dispensées à l'entreprise en charge des travaux par le permissionnaire ;
- Les engins intervenant sur le chantier sont préalablement révisés et en bon état d'entretien afin d'éviter tout risque de pollution par des défaillances du système hydraulique, des fuites d'huile ou d'hydrocarbures ;
- En cas de rejet accidentel de produits polluants, des matériaux absorbants, une pompe ainsi qu'un kit antipollution sont à disposition de l'entreprise ;
- Une veille météorologique est mise en place sur le chantier pour prévenir de toute pollution des eaux ;
- Le nettoyage des engins avant l'arrivée sur site est réalisé pour lutter contre la dissémination d'espèces végétales invasives.

Article 8 : Remise en état en fin de chantier

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire enlève tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister.

Article 9 : Mesures compensatoires

Compte tenu des mesures de réduction des impacts proposées et des prescriptions complémentaires énumérées ci-après, les impacts résiduels sont jugés faibles. Il n'y a aucune mesure compensatoire.

Titre IV : MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

Article 10 : Suivi administratif et technique du chantier

Les services de l'État chargés de la Police de l'Eau sont les interlocuteurs privilégiés du permissionnaire pour toutes les questions relatives à la prise en compte des objectifs de préservation de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques définis par le code de l'environnement.

Le permissionnaire les informe de l'évolution du chantier et en particulier :

- De toutes difficultés particulières rencontrées pour respecter les contraintes imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation des travaux, installations et activités liés au projet ;

- De toutes modifications à apporter par rapport au projet autorisé par arrêté préfectoral ;
- Sans délai, de tous les accidents ou incidents survenus sur le chantier dans le cadre de l'exploitation et susceptibles de porter atteinte aux éléments mentionnés à l'article L211-1 du code de l'Environnement.

Les agents de la direction départementale des territoires et de l'office français de la biodiversité sont informés du démarrage du chantier.

Article 11 : Information en cas d'accident

En cas de problèmes ou d'incident, les services de la direction départementale des territoires et de l'office français de la biodiversité sont prévenus dans les meilleurs délais.

Conformément aux articles L.211-5 et R.214-1 du code de l'environnement, le permissionnaire est tenu de déclarer au Préfet et au Maire de la commune concernée tout incident ou accident survenu dans l'exploitation des équipements autorisés par arrêté préfectoral et en particulier de tout rejet accidentel qui surviendrait en dépit des dispositifs de protection mis en place.

Article 12 : Modalités d'entretien et d'exploitation des ouvrages

L'exploitation, la surveillance et l'entretien du pont sont assurées par le propriétaire.

Titre V : PRESCRIPTIONS

Article 13 : Prescriptions générales

Le permissionnaire doit respecter les prescriptions générales des arrêtés ministériels référencés dans le tableau de la nomenclature de l'article 3 du présent arrêté.

Article 14 : Prescriptions complémentaires

Le chantier est isolé de manière à ce que les travaux soient exécutés sans contact avec les écoulements, et de manière à réduire le risque de départ des laitances de béton dans l'eau en cas d'orage.

Le nouvel ouvrage ne modifie pas la section d'écoulement du lit mineur du Mardaric, par rapport à l'ancien ouvrage.

Les matériaux du lit mineur excédentaires font l'objet d'une réinjection dans la Bléone, après concertation avec le syndicat mixte Asse Bléone et l'office français de la biodiversité.

Article 15 : Prescriptions de chantier

Le permissionnaire doit respecter les prescriptions particulières en vue de la préservation des milieux aquatiques applicables aux travaux en rivière du service départemental de l'office français de la biodiversité.

Quinze jours avant le démarrage des travaux, le permissionnaire adresse au service de police de l'eau un plan de chantier adapté à la dimension du projet, qui comprend le calendrier prévisionnel, les installations de chantier, les mesures prises pour protéger l'environnement, et le plan de masse du projet.

Des réunions de démarrage et de fin de chantier sont proposées par le permissionnaire aux services de police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires et de l'Office Français pour la Biodiversité. Ces réunions font l'objet d'un compte-rendu détaillé.

En fin de chantier, le déclarant adresse au service chargé de la police de l'eau, dans un délai d'un mois, un compte-rendu final de chantier comprenant la description du nouvel ouvrage, et dans lequel il retrace le déroulement des travaux, les incidents survenus, les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions de chantier.

Titre VI : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16 : Accident – Incident

Tout incident ou accident intéressant l'ouvrage et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du code de l'environnement doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L. 211-5 dudit code et à l'article 11 du présent arrêté.

Article 17 : Contrôles

Le permissionnaire est tenu de livrer passage aux fonctionnaires et agents chargés des contrôles prévus à l'article L. 170-1 du code de l'environnement, dans les conditions prévues à l'article L. 171-1 dudit code.

Article 18 : Sanction administrative

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre du permissionnaire les mesures de police prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 19 : Sanction pénale

Selon l'article L.173-3 du code de l'environnement, le fait de réaliser un ouvrage, d'exploiter une installation, de réaliser des travaux ou une activité soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration, sans satisfaire aux prescriptions fixées par l'autorité administrative lors de l'accomplissement de cette formalité, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

Selon l'article R.216-12 – I, est puni de l'amende prévue pour la contravention de la 5e classe :

- le fait de réaliser un ouvrage, une installation, des travaux ou d'exercer une activité soumis à autorisation sans satisfaire aux prescriptions édictées par arrêté ministériel ou fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires ;
- le fait de ne pas respecter les prescriptions édictées par arrêté ministériel en application des articles L. 211-2, L. 214-1 et L. 214-3, qui sont attachées à la déclaration de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité, ou de ne pas respecter les prescriptions modificatives ou complémentaires édictées par le préfet.

Article 20 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément, réservés.

Article 21 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le gestionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 22 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire.

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de DIGNE-LES-BAINS et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie DIGNE-LES-BAINS. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes de Haute-Provence pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 23 : Voies et délais de recours et droit des tiers

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent ou sur <https://www.telerecours.fr> en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II.– La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service du projet mentionné à l'article 1er, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Article 24 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la Directrice Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ainsi que le maire de la commune de DIGNE-LES-BAINS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Chef de Service
Environnement et Risques
Le Chef de Service adjoint

Vincent RAYEN

7/7

